

ÉDITO

# Thaïlande : priorité à l'économie

Par Arnaud Leveau



Arnaud Leveau est membre du Comité d'orientation d'Asia Centre. Il a plus de 25 ans d'expérience pratique dans la région Indo/Asie-Pacifique dans l'industrie, les affaires gouvernementales et la recherche en relations internationales. Titulaire d'un doctorat en science politique de l'École normale supérieure de Lyon, il est l'auteur de nombreuses publications sur la péninsule coréenne, la Thaïlande, l'Asie du Sud-Est ainsi que sur les questions de sécurité dans la région Indopacifique. Il enseigne également le monde des affaires en Asie à l'université Paris Dauphine PSL.

l'appui de l'un des deux partis pro-militaires, le Palang Pracharath (PPRP) conduit par le Général Prawit Wongsuwon. Ce dernier a été l'un des instigateurs du coup d'Etat de 2014 contre Yingluck Shinawatra et a joué un rôle actif dans la destitution de Srettha Thavisin en août 2024. Les relations entre Thaksin et Prawit sont compliquées depuis de nombreuses années. Prawit, dont l'ambition personnelle reste forte et ses réseaux influents, pourrait constituer au cours des mois qui viennent la principale menace pour la stabilité du gouvernement.

de 2017. Les choses se sont toutefois accélérées. La nomination de Paetongtarn a été le prix à payer pour préserver le soutien d'une partie des milieux conservateurs et donc la coalition gouvernementale. Les anciennes élites espèrent qu'avec sa fille au pouvoir, Thaksin n'osera pas, à la différence du début des années 2000, trop bousculer le système. La menace d'un procès en lèse-majesté reporté en juillet 2025 et le risque d'une dissolution du Pheu Thai sont également des leviers que les milieux conservateurs pourraient activer en cas de besoin, pour s'assurer de la loyauté de Thaksin.

Les choses n'ont pas traîné. Immédiatement après l'arrêt de la Cour constitutionnelle thaïlandaise du 14 août 2024 ordonnant la révocation du Premier ministre Srettha Thavisin pour violation des normes éthiques constitutionnelles, les partis membres de la coalition gouvernementale se sont réunis et ont décidé de nommer Paetongtarn Shinawatra pour reprendre le poste. Les grands équilibres n'ayant pas été modifiés au Parlement, son élection a été confirmée dès le 16 août avec 319 voix pour, 145 contre et 27 abstentions. Deux jours plus tard, son père Thaksin Shinawatra qui était en liberté conditionnelle a bénéficié d'une grâce royale lui permettant de retrouver de manière anticipée l'intégralité de sa liberté.

## Du nouveau avec de l'ancien

La nomination d'une jeune mère de famille ayant peu d'expérience politique peut paraître rafraîchissante dans un pays où le paysage politique a été, au cours des dix dernières années, essentiellement dominé par des généraux. Agée de 38 ans, diplômée en science politique de l'université de Chulalongkorn, Paetongtarn est la plus jeune Première ministre de Thaïlande et la seconde femme à occuper le poste. Elle est également le troisième membre de la famille Shinawatra à devenir Premier ministre après Thaksin (2001-2006) et sa tante Yingluck (2011-2014). Tous deux ont été renversés par un coup d'Etat militaire.

La destitution de Srettha a accéléré l'impression d'un retour en grâce du clan Shinawatra. Elle n'a par contre probablement pas été souhaitée par Thaksin. Il semblerait en effet que Thaksin ait longtemps été opposé à la nomination de sa fille au poste de Première ministre. Se rappelant le coup d'Etat de 2014 contre sa sœur, Thaksin ne souhaitait pas que sa fille devienne à son tour la cible principale de ses opposants. Il aurait également préféré garder un peu de temps pour qu'elle gagne en expérience politique au sein du parti, afin de la préparer à mener la campagne des élections législatives

Les milieux conservateurs ont accepté le retour du clan Thaksin au pouvoir pour deux raisons principales. La première a été de mettre, au moins provisoirement, sur la touche le Parti Move Forward (dissout en août 2024 et qui a été reconstitué sous le nom de Parti du Peuple), arrivé en tête des élections législatives de 2023 mais considéré comme trop réformiste, en raison de sa volonté de revoir la loi sur la lèse-majesté et de réduire le rôle politique de l'armée. La seconde raison est qu'après une longue période d'atermoiements politiques et de gestion du pays par l'armée, l'économie thaïlandaise a perdu une partie de son dynamisme.

## Relancer l'économie

Le pays est coincé dans le piège du revenu intermédiaire. En comparaison de ses grands voisins comme le Vietnam, la Malaisie ou l'Indonésie, sa croissance depuis une dizaine d'années paraît atone. Les prévisions pour 2024 ne sont guère brillantes (2.5% selon une analyse de la Siam Commercial Bank et 2.4% pour la Banque Mondiale après seulement 1.9% en 2023). Il est urgent de relancer l'économie et Thaksin, par l'intermédiaire de sa fille, paraît être le mieux placé pour le faire. Il est vrai que le bilan économique des cinq années de pouvoir de Thaksin (2001-2006) a été plutôt positif.

## Un gouvernement rapidement constitué

Il a fallu moins de quinze jours pour constituer un nouveau gouvernement qui, en grande partie, représente la continuation du gouvernement précédent. Le gouvernement compte 35 membres (ministre et vice-ministre) issus de sept partis, dont le Parti démocrate qui a pourtant été, au cours des vingt dernières années, un des plus fervents opposants à Thaksin Shinawatra. Le soutien surprise du Parti démocrate est venu compenser la perte de



Sous ses deux mandats et malgré la crise de 1997, la Thaïlande était redevenue une des économies les plus dynamiques d'Asie du Sud-Est et la bourse de Bangkok avait connu la deuxième plus forte progression mondiale en 2003. Thaksin surfe encore sur cette réputation. Pour la renforcer, il a présenté le 22 août un plan en quatorze points pour relancer l'économie thaïlandaise et qui a largement inspiré la feuille de route économique du gouvernement présentée le 12 septembre.

Les priorités annoncées comprennent des mesures visant à alléger la dette des ménages, à réduire le coût croissant de l'électricité, de l'essence et des transports ainsi qu'à stimuler le tourisme et intégrer des nouvelles technologies dans le secteur agricole. Paetongtarn s'est également engagé à améliorer le système éducatif ainsi que l'accès aux soins médicaux et à lutter plus efficacement contre les effets du changement climatique. Il y a urgence : la Thaïlande est classée en bas de tableau en Asie du Sud-Est en matière de qualité de l'éducation et se range derrière Singapour et la Malaisie en ce qui concerne la R&D.

Pour augmenter ses revenus, le gouvernement prévoit de légaliser et de taxer une partie de l'économie informelle et souterraine du pays en autorisant par exemple l'ouverture de casinos et de complexes de divertissements. Par ailleurs, le gouvernement ne devrait pas revenir sur la décriminalisation

du cannabis à usage médical. Il souhaite aussi mettre en place une série de mesures visant à protéger les petites entreprises de concurrence « déloyale » des opérateurs étrangers, en particulier les plateformes de vente en ligne chinoises. L'afflux de produits chinois bon marché met en péril l'existence même de pans entiers de l'industrie thaïlandaise comme le textile et la céramique. Plus de 1 700 usines ont fermé depuis le début de l'année selon l'institut de recherche KKP. Cela concerne aussi l'industrie automobile dont la Thaïlande est le 10e producteur mondial. Le pays a de plus en plus de mal à faire face à la nouvelle concurrence chinoise en matière de véhicule électrique. Résultat, deux opérateurs japonais (Subaru et Suzuki) ont annoncé devoir fermer leurs usines en Thaïlande d'ici la fin de l'année. Toutefois seule, la Thaïlande ne parviendra pas à endiguer le déversement des surplus industriels chinois. La réponse ne peut être que collective et coordonnée avec ses principaux partenaires régionaux.

Avec l'espoir de relancer la consommation domestique, en particulier dans les zones rurales, les autorités ont repris le projet de « portefeuille digital » d'environ 270 euros (10 000 bath) initié par le gouvernement précédent. Le programme, qui devait initialement concerner l'ensemble des thaïlandais de plus de 16 ans, devrait finalement être versé en deux temps, uniquement aux personnes

vulnérables et à faible revenu. Parallèlement le gouvernement a décidé de poursuivre les études en vue de la construction d'une autoroute de 93 km accompagnée d'une voie ferrée à deux niveaux, ainsi que la création d'un port en eau profonde à Ranong, sur la mer d'Andaman, et d'une extension du port de Chumphon dans le golfe de Siam. Il reprend le vieux projet du canal de Kra proposé pour la première fois au XVIIème siècle et remis régulièrement sur la table, sans succès jusque-là. La version actuelle du projet a été initiée par le gouvernement de Prayut Chan-o-cha et a été reprise par celui de Srettha. Le budget total est évalué aux environs de 27 milliards d'euros et ne cesse de gonfler.

Le gouvernement espère que ce projet permettra à la Thaïlande d'attirer d'importants investissements étrangers et plus particulièrement en provenance de Chine. La poursuite de ce projet controversé et à l'issue incertaine, a sans doute été une des conditions exprimées par certains partis membres de la coalition gouvernementale pour maintenir leur soutien. Ce n'est sans doute pas sur ce dossier que la Thaïlande trouvera ses meilleurs relais de croissance, mais plutôt sur la poursuite du développement du corridor économique de l'est, qui abrite déjà la principale base industrielle d'Asie du Sud-Est, un port en eau profonde et qui est à proximité de trois aéroports internationaux et d'une mégapole de rang mondial.

Les défis à relever par le nouveau gouvernement pour relancer la croissance sont importants. La Thaïlande bénéficie d'excellentes infrastructures, d'une base industrielle solide et d'une administration efficace. Si elle arrive à rassurer les investisseurs étrangers qui quittent la Chine elle pourrait devenir avec le Vietnam, l'Indonésie, la Malaisie et à une moindre mesure le Cambodge, une des principales bénéficiaires des politiques de diversification des approvisionnements et de limitation des risques. Pour cela, il serait préférable que l'action du gouvernement puisse s'inscrire dans la durée.

Dans son discours de politique générale Paetongtarn a dit vouloir réformer l'administration et l'armée, deux sujets sensibles qui pourraient susciter des remous. Si cela peut lui faire regagner la confiance d'une partie des électeurs du Pheu Thai, déçus par les accords entre celui-ci et les milieux conservateurs, cela pourrait également susciter des craintes et des réactions hostiles de ces derniers. La question est donc de savoir combien de temps l'équilibre précaire qui a été trouvé entre les différentes forces politiques du pays pourra tenir. En Thaïlande, quand l'économie est en jeu, des compromis finissent toujours par être trouvés. Le style et la méthode de Paetongtarn seront examinés à la loupe. La moindre erreur sera mise en exergue par les opposants au Pheu Thai. Cela limitera ses marges de manœuvre mais aussi, peut-être, lui permettra d'éviter les débordements qui ont été reprochés à son père. La Thaïlande a besoin de retrouver une certaine stabilité et un apaisement politique. Reste à savoir si ce nouveau gouvernement sera en mesure de les apporter ●



REGARD D'EXPERT

# La fatwa de Khamenei excluant une bombe nucléaire iranienne est-elle toujours d'actualité ?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor au sein d'ESL Rivington. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

l'énergie atomique (AIEA) confirmait que Téhéran avait violé le TNP avec ses centrales d'enrichissement d'uranium. S'appuyant depuis sur la fatwa, officialisée en 2005 à Vienne durant une réunion de l'agence atomique, Téhéran cherche à assurer aux diplomates américains et européens qu'il n'a pas l'intention de développer une arme nucléaire. C'est lors d'un discours prononcé en 2010 à la Conférence internationale sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération à Téhéran que Ali Khamenei a clarifié la position officielle de l'Iran : « Nous pensons que les armes nucléaires et d'autres types d'armes de destruction massive, telles que les armes chimiques et biologiques, constituent une grave menace pour l'humanité. La nation iranienne, qui a elle-même été victime de l'utilisation d'armes chimiques (durant la guerre Iran-Irak, NDLR), ressent plus que d'autres nations le danger de la production et de l'accumulation de telles armes et elle est prête à mettre toutes ses

ressources à contribution pour y faire face. Nous considérons que l'utilisation de ces armes est haram, et que protéger l'humanité de ce grand désastre est le devoir de chacun ».

## Le programme nucléaire iranien a-t-il toujours respecté la fatwa ?

Depuis des années, l'Iran est soupçonné de vouloir militariser son programme nucléaire, ce qui a donné lieu à des cycles de négociations conduisant notamment à la signature de l'accord de Vienne de 2015. Censé limiter le développement des capacités nucléaires iraniennes en échange d'un allègement des sanctions, les Etats-Unis se sont retirés unilatéralement du deal conclu également avec la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Union européenne, la Russie et la Chine. À partir de 2018,

Imputées à Israël, les récentes attaques à Damas puis à Téhéran ont relancé le débat sur une révision de la doctrine nucléaire de Téhéran.

## Que dit la fatwa sur le nucléaire et à quoi sert-elle ?

La première mention d'une directive concernant le programme nucléaire iranien remonte à mars 2003, lorsque Ali Khamenei a déclaré dans un discours : « Nous ne voulons pas de bombe nucléaire. Nous sommes même opposés à la possession d'armes chimiques... Ces choses ne correspondent pas à nos principes ».

L'annonce intervient juste après l'invasion américaine de l'Irak, justifiée par la présence d'armes de destruction massive dans le pays - qui s'était révélée fausse. Sentant qu'un prétexte similaire pourrait être utilisé pour menacer la sécurité de son pays, le guide suprême a affiché haut et fort son opposition aux armes nucléaires, dénonçant leur utilisation comme un « grand péché ». L'année précédente, les installations d'enrichissement nucléaire de l'Iran étaient dévoilées dans la presse, soulevant l'inquiétude de la communauté internationale sur la possibilité d'une militarisation de son programme nucléaire. Et en novembre 2003, une enquête de l'Agence internationale pour





le programme nucléaire iranien s'est développé de nouveau, violant les termes de l'accord face à la politique de « pression maximale » imposée par le président américain de l'époque, Donald Trump.

A la suite de l'assassinat près de Téhéran du physicien nucléaire en chef de l'Iran, Mohsen Fakhrizadeh, imputé à Israël, le Parlement a adopté en novembre 2020 une loi visant à accélérer les activités nucléaires de l'Iran.

Les députés iraniens ont ainsi approuvé l'accroissement du stockage d'uranium enrichi, ainsi que l'enrichissement à plus de 20 % de pureté, contre les 3,67 % autorisés sous l'accord de Vienne. Cela a conduit à la construction de nouvelles centrifugeuses capables de précipiter le processus d'enrichissement de l'uranium.

Moins d'un an plus tard, en avril 2021, alors que l'administration de Joe Biden reprenait langue avec l'Iran dans l'espoir de revenir à l'accord de Vienne, la République islamique annonçait avoir réussi à enrichir son uranium à 60 %. En mars 2023, un rapport de l'AIEA mentionnait des traces d'uranium enrichi à 83,7 % détectées dans l'usine d'enrichissement de Fordo, proche du seuil de 90 % estimé nécessaire à la construction d'une arme nucléaire. « S'il le voulait, l'Iran pourrait construire deux ogives nucléaires en moins de quatre mois », affirmait alors William Alberque, spécialiste de la prévention de la prolifération des armes nucléaires à l'International Institute for Strategic Studies de Berlin.

Début août, malgré la publication d'un rapport des services de renseignements américains indiquant que l'Iran menait des recherches le mettant dans une meilleure position pour lancer un programme nucléaire militaire, une porte-parole du bureau du directeur des renseignements nationaux a déclaré que « l'Iran n'avait pas de programme nucléaire militaire actif ».

Les Etats-Unis, principaux alliés d'Israël, ont toujours soutenu qu'ils empêcheraient l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire.

## Quel débat entoure aujourd'hui la fatwa sur le nucléaire iranien ?

Depuis des années, les responsables iraniens ont clairement indiqué que la politique nucléaire de l'Iran pouvait être modifiée en fonction des circonstances et du niveau de menace posé par leurs ennemis jurés, les États-Unis et Israël. En 2021, face aux négociations laborieuses pour revenir à l'accord de Vienne, Mahmoud Alavi, alors ministre des Renseignements, avait mentionné la fatwa sur le nucléaire en déclarant à la télévision d'État qu'« un chat acculé peut se comporter différemment d'un chat libre. Et si [les Etats occidentaux] poussent l'Iran dans cette direction, ce ne sera plus la faute de l'Iran ».

Plus récemment, les responsables iraniens ont brandi la menace d'un changement de paradigme de leur politique nucléaire et d'une éventuelle modification de la fatwa comme moyen de pression face à Israël. Alors que l'Iran venait de lancer plus de 300 projectiles en direction de l'Etat hébreu en riposte à l'attaque sur son annexe consulaire à Damas le 1er avril imputée à Israël, le général Ahmad Haghtalab, chargé de la protection et de la sécurité des centrales nucléaires, prenait une posture de défi. « Si le régime sioniste veut utiliser la menace d'une attaque contre les centres nucléaires de notre pays pour faire pression sur l'Iran, il est possible de revoir la doctrine et la politique nucléaires de la République islamique d'Iran et de s'écarter des considérations antérieures », a déclaré le haut responsable des gardiens de la révolution le 18 avril dernier, à la veille de la riposte israélienne. Une menace que certains ont remise sur le tapis après l'assassinat du chef politique du Hamas, Ismaïl Haniyé, à Téhéran, lors d'une visite officielle pour l'investiture du nouveau président iranien, Massoud Pezeshkian.

Cet incident a en effet démontré l'érosion du pouvoir de dissuasion de la République islamique face à l'État hébreu, qui a touché la capitale iranienne autant que la réputation de l'appareil sécuritaire iranien. Autrefois taboue, les responsables

iraniens s'autorisent donc désormais à parler librement de leur vision d'un Iran doté de l'arme nucléaire.

Cependant, tout le monde ne partage pas cet avis à Téhéran. Au plus fort du débat en avril, un porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères avait ainsi balayé l'idée que l'Iran cherchait activement à modifier sa doctrine nucléaire. Le camp réformiste, dont est issu le nouveau président et qui souhaite une relance de l'accord de 2015, considère pour sa part que cette position met en danger les efforts diplomatiques futurs avec l'Occident. Souhaitant maintenir une ambiguïté stratégique, alors qu'il cherche à éviter une escalade régionale tout en rétablissant son pouvoir de dissuasion, l'ayatollah Ali Khamenei a pour sa part exprimé en avril son opposition à ceux qui cherchent à obtenir les faveurs des États-Unis en déclarant que « les attentes de Washington n'ont pas de fin » et qu'elles « visent à fermer progressivement nos installations nucléaires ».

Il a également critiqué en août l'idée d'un « retrait non tactique », appelant le pays à rester ferme face à la « guerre psychologique » qui se joue dans la région dans l'attente d'une riposte de « l'axe de la résistance » au double assassinat du haut commandant du Hezbollah Fouad Chokor dans la banlieue sud de Beyrouth et d'Ismaïl Haniyé à Téhéran. De l'autre côté, il a permis la nomination d'un ministre des Affaires étrangères ouvert à un dialogue avec les Occidentaux, tout en gardant des canaux de communication ouverts avec les Etats-Unis pour éviter un embrasement régional du conflit. La militarisation du programme nucléaire iranien devrait donc continuer de jouer le rôle de monnaie d'échange pour le moment ●



REGARD D'EXPERT

# Paris 2024 : la question de l'héritage

Par Jean Le Borgne

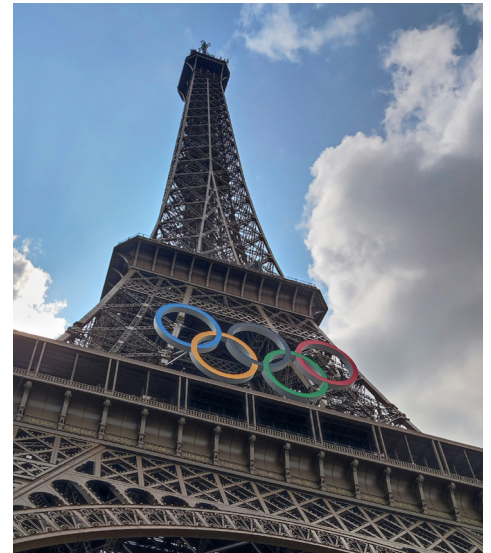


Actuellement en formation en Bachelor Communication et Stratégie des marques à Sup de Pub Paris, Jean a rejoint ComCorp en septembre 2023 dans le cadre d'une alternance d'une durée d'un an. Passionné par le monde des médias, il accompagne des entreprises ainsi que leurs dirigeants dans leurs prises de parole dans les médias.

à laquelle le comité d'organisation des Jeux de Paris 2024 n'a pas voulu souscrire. Outre l'Arena de la porte de la Chapelle, le Centre Aquatique Olympique et le village des athlètes, tous deux construits à Saint-Denis, la promesse d'un héritage matériel minimaliste a été tenue haut la main. Maintenant que les Jeux sont clôturés, les Français semblent cependant chercher cet héritage auquel se rattacher pour ne pas oublier ces deux quinzaines de jours qui nous auront fait vibrer. Alors que les tribunes provisoires sont progressivement démontées et que les habillages Paris 2024 disparaissent peu à peu, il nous semble difficile d'aller jusqu'à l'abandon des anneaux olympiques sur la Tour Eiffel et de la fameuse vasque du jardin des Tuileries. Si cette dernière a commencé à être vidée de son hélium, les politiques se sont toutefois saisis du dossier.

Après que les athlètes français aient été honorés ce samedi 14 septembre à l'occasion d'une Parade des Champions sur les Champs-Élysées, la vasque olympique a pris son dernier envol au-dessus du jardin des Tuileries. Alors que le démontage des sites olympiques et paralympiques commence à peine, une question s'impose : « Et maintenant, que fait-on ? » Le sort des anneaux sur la Tour Eiffel, l'avenir de la vasque olympique ou bien même celui des innombrables objets estampillés aux couleurs de Paris 2024 - bobs, gourdes et autres tee-shirts - nous interrogent. Doit-on les ranger dans les boîtes à souvenirs pour conserver leur caractère exceptionnel, ou doit-on les intégrer à notre quotidien pour que la ferveur qui nous anime depuis plusieurs semaines ne disparaisse jamais ?

Les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ont été pensés avec un souci évident de durabilité. Le stade au pied de la Tour Eiffel, le Grand Palais, l'esplanade des Invalides, le Château de Versailles... ces sites ont fait la splendeur de Paris 2024 mais ont aussi permis à cette édition des Jeux d'être plus responsable que les précédentes. Dès sa candidature pour accueillir les Jeux, Paris avait pris un engagement fort : « réduire de moitié son empreinte carbone par rapport aux éditions précédentes et compenser les émissions qui n'auront pas été évitées ». Pour tenir cet engagement, le choix avait donc été fait d'utiliser un maximum d'infrastructures existantes, de limiter la construction de nouveaux équipements et ainsi d'éviter le phénomène des « éléphants blancs ». Ces stades abandonnés malgré leurs coûts de construction faramineux après la plupart des événements sportifs de grande ampleur sont presque devenus une tradition



Le Président de la République Emmanuel Macron et la maire de Paris Anne Hidalgo se sont tous deux dits favorables au maintien de ces deux symboles : les anneaux sur la Tour Eiffel « au moins jusqu'en 2026 » et la vasque « le plus longtemps possible ». Si certains craignent que ce choix ne vienne dénaturer la capitale française, il est important de rappeler que Paris est une ville qui a toujours su évoluer avec son temps, son histoire et en fonction des événements qui l'ont traversée. On peut citer la Tour Eiffel qui a perduré après l'Exposition Universelle de 1889 ; l'obélisque de Louxor, érigée en 1836 au centre de la place de la Concorde ; l'Arc de Triomphe de la place de l'Étoile dont la construction avait été décidée par Napoléon Ier au lendemain de la bataille d'Austerlitz ou encore la Pyramide du Louvre inaugurée en 1989 par le Président François Mitterrand. Ces quelques exemples prouvent que le maintien de la vasque olympique dessinée par Mathieu Lehanneur pourrait être la trace visible que notre époque laisserait dans le paysage parisien.







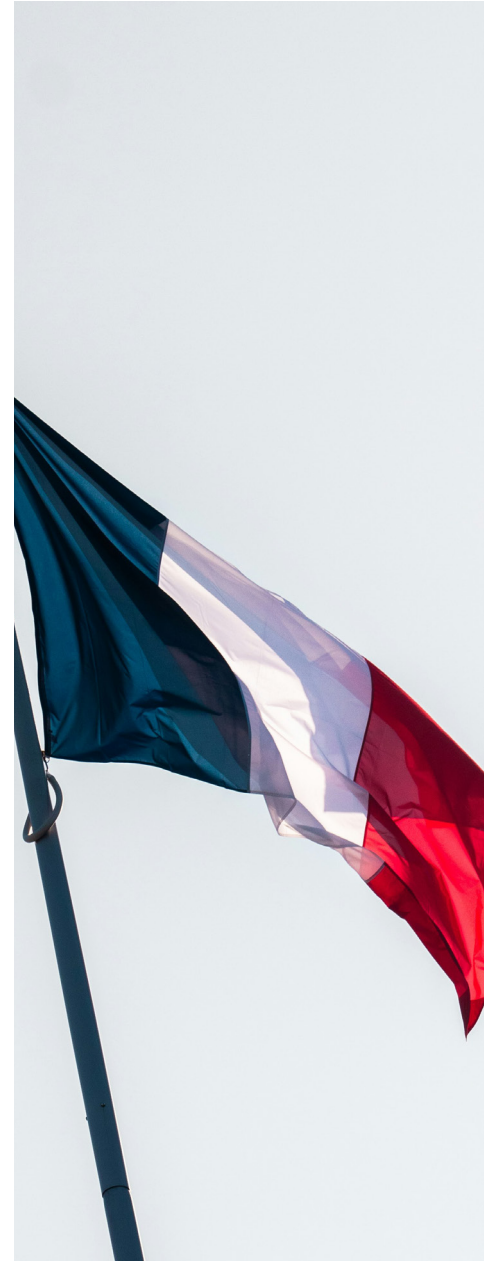
Selon le baromètre sport publié par Odoxa le 14 septembre pour Winamax et RTL, 68% des Français se disent favorables à la survie de la vasque olympique après la fin des Jeux Olympiques. Cependant, plus de voix se font entendre contre le maintien des anneaux olympiques sur la Tour Eiffel (62% des Français ne le souhaiteraient pas). Parmi elles : Thomas Jolly, directeur artistique des cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, qui a répondu au micro de France 2 à une question à ce sujet. Il a indiqué qu'il n'était pas un partisan du maintien de la vasque et des anneaux et qu'il prônait plutôt la beauté de l'éphémère avant de rappeler qu'il n'était toutefois pas décisionnaire sur ce sujet. Cette réflexion tend à nous rappeler que toute la superbe de ces Jeux de Paris ne résiderait en fait qu'en leur caractère temporaire. Même si

nous n'avons pas tout à fait envie que Paris retrouve un visage plus habituel, on peut tout de même se demander si conserver trop de symboles ne revient pas à garder son sapin de Noël une fois les fêtes de fin d'années passées.

Une chose est sûre, ces questionnements qui nous animent tant ne sont que le reflet de nos réflexes humains qui nous incitent à ne jamais quitter l'état de grâce dans lequel nous sommes plongés depuis la cérémonie d'ouverture des Jeux. En ne voulant pas éteindre cette vasque olympique, ne serait-ce pas la flamme qui s'est allumée dans nos cœurs que nous cherchons à protéger ?

Cette flamme, nous aimerions qu'elle ne s'éteigne jamais parce qu'elle dépasse en réalité tous les symboles matériels. Cette flamme, c'est ce qu'on nomme l'esprit olympique. Cet esprit, fait de concorde, de ferveur, d'unité nationale et

internationale, constitue le plus grand des héritages que pouvaient nous offrir les Jeux Olympiques et Paralympiques. Les Jeux peuvent apparaître comme une parenthèse enchantée où la diversité des nations, les athlètes et leurs performances ont contribué à souder les esprits autour de valeurs communes : l'effort, la persévérance, la bienveillance et l'excellence. À nous désormais de maintenir cet élan au-delà de la fête. À nous de faire en sorte que la flamme ne s'éteigne pas, quel que soit le destin de la vasque olympique ●



## À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président

alexandrem@eslrivington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.